

ARTICLE 17

Re-Extradition to a Third State

A person who has been surrendered pursuant to this Treaty may not be surrendered to a third State without the consent of the Requested State, except in the cases specified in subparagraphs 1(a), (b) and (c) of Article 16. The Requested State may require the production of the documents in support of the extradition request received by the Requesting State from the third State.

ARTICLE 18

Transit

The transit of a person surrendered by a third State to one of the Contracting States through the other's territory shall be authorized on request, subject to the latter's law and to all cases where extradition may be refused pursuant to this Treaty.

ARTICLE 19

Applicable Law

Unless there is a provision to the contrary in this Treaty, proceedings relating to arrest and extradition shall be governed by the law of the Requested State.

ARTICLE 20

Language

All documents submitted in accordance with this Treaty shall be in an official language of the Requesting State and accompanied by a translation into the official or an official language of the Requested State.

ARTICLE 21

Expenses

For the purposes of extradition:

a) The Requested State shall bear the expenses incurred in its territory for arrest, detention and any other proceeding in the Requested State, including prosecution pursuant to paragraph 2 of Article 3 of this Treaty.

b) The Requesting State shall bear the expenses incurred in conveying the person sought from the territory of the Requested State to the territory of the Requesting State.

ARTICLE 22

Conduct of Proceedings

1. In the case of a request for extradition presented by the Hellenic Republic, the Attorney General of Canada shall conduct the extradition proceedings.

2. In the case of a request for extradition presented by Canada, the Department of Justice of the Hellenic Republic and the Prosecutor of the competent Court of Appeal shall conduct the extradition proceedings in accordance with Greek law.

ARTICLE 23

Entry into Force

1. When this Treaty enters into force, it shall abrogate and replace between the Contracting States, the Treaty between the United Kingdom and Greece for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals, signed at Athens on September 24, 1910; however, any request for extradition made prior to the entry into force of this Treaty shall continue to be governed by the provisions of the aforementioned Treaty of 1910.

2. This Treaty shall apply to any request made after the date of its entry into force, even if the offence for which extradition is sought was committed before that date.

ARTICLE 24**Approval**

1. The Contracting States shall exchange notifications that the legal requirements for the entry into force of this Treaty have been met.
2. This Treaty shall enter into force on the first day of the second month following the day on which the last notification is received.
3. Either Contracting State may terminate this Treaty at any time by giving notice in writing to the other Contracting State through diplomatic channels, and the Treaty shall cease to be in force one year after the day on which such notice is received.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed and sealed this Treaty.

DONE in duplicate at on the day of 1999, in the Greek, English and French languages, each version being equally authentic.

**FOR THE GOVERNMENT OF
THE HELLENIC REPUBLIC**

**FOR THE GOVERNMENT OF
CANADA**

CONVENTION D'EXTRADITION**ENTRE****LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE****ET****LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET
LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, dans le respect mutuel de leurs institutions
judiciaires;

RECHERCHANT une coopération plus efficace entre leurs deux pays en
matière de répression du crime par le recours à l'extradition des délinquants;

SONT convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER**Obligation d'extrader**

Les deux États contractants s'engagent à se livrer mutuellement,
conformément aux dispositions de la présente Convention, toute personne qui, se
trouvant sur le territoire de l'un des deux États, est poursuivie pour une infraction ou
réclamée aux fins d'imposition ou d'exécution d'une sanction pénale par les autorités
de l'autre État.

ARTICLE 2**Infractions donnant lieu à extradition**

1. L'extradition sera accordée pour des faits qui, d'après la loi des deux États,
constituent une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement de plus d'un an.
En outre, lorsqu'une peine d'emprisonnement ou quelque autre peine privative de
liberté a été imposée par les tribunaux de l'État requérant, la portion de la peine qui
reste encore à purger doit être d'au moins six mois.
2. Aux fins de déterminer l'existence d'une infraction au sens du paragraphe 1 du

présent article, l'ensemble des faits allégués sera pris en considération, sans égard aux éléments constitutifs de l'infraction d'après la loi de l'État requérant, peu importe que les lois des États contractants identifient différemment l'infraction ou la situent dans des catégories différentes.

3. Si la demande d'extradition porte à la fois sur une condamnation à l'emprisonnement, comme prévu au paragraphe 1, et sur une peine pécuniaire, l'État requis peut également accorder l'extradition pour l'exécution de cette peine pécuniaire.

4. Si la demande d'extradition porte sur plusieurs infractions dont chacune est punissable selon la loi des deux États, sans que certaines ne satisfassent aux autres critères du paragraphe 1, l'État requis peut également accorder l'extradition pour ces infractions.

5. Une infraction en matière d'imposition, de douane ou de revenu, ou d'ordre purement fiscal, peut également donner lieu à extradition.

ARTICLE 3

Extradition des nationaux

1. L'État requis ne sera pas tenu d'extrader ses propres nationaux. La nationalité sera établie à la date de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.

2. Si la demande d'extradition est refusée pour l'unique motif que la personne réclamée possède la nationalité de l'État requis, cet État, à la demande de l'État requérant, renverra l'affaire à ses autorités compétentes pour qu'elles intentent des poursuites. A cette fin, les dossiers, les documents et les pièces concernant l'infraction seront transmis à l'État requis. Cet État informera l'État requérant des mesures prises pour donner suite à sa demande.

ARTICLE 4

Cas de refus obligatoire d'extradition

L'extradition ne sera pas accordée lorsque :

- a) l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'État requis comme une infraction politique ou comme une infraction connexe à une telle infraction. L'attentat ou la tentative d'attentat contre la vie du chef d'État ou du chef du Gouvernement, ou d'un membre de sa famille, ne sera pas considéré comme une infraction politique;
- b) l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est une infraction au droit militaire sans être une infraction au droit pénal général des deux États;
- c) la personne réclamée a fait l'objet d'un jugement définitif d'acquiescement ou de condamnation dans l'État requis pour des faits constitutifs de la même infraction pour laquelle l'extradition est demandée;
- d) la prescription de l'action pénale ou de l'exécution de la peine pour l'infraction visée par la demande d'extradition est acquise selon la loi de l'État requis.

ARTICLE 5

Cas de refus discrétionnaire d'extradition

L'extradition peut être refusée lorsque :

- a) la personne réclamée est poursuivie par l'État requis pour l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée ou que les autorités compétentes de l'État requis ont décidé, conformément à la loi de cet État, de ne pas poursuivre ou de mettre fin à la poursuite, si elle a déjà été entamée;
- b) la personne réclamée a été définitivement acquittée ou reconnue coupable dans un État tiers, pour des faits constitutifs de la même infraction pour laquelle l'extradition est demandée et, si elle a été reconnue coupable, que la peine a été exécutée ou qu'elle ne peut plus l'être;
- c) l'infraction, de l'avis de l'État requis, a été commise à l'extérieur du territoire de l'État requérant et que la loi de l'État requis ne confère pas, dans des circonstances correspondantes, la même compétence juridictionnelle;
- d) l'État requis, compte tenu de la nature de l'infraction et des intérêts de

l'État requérant, estime que l'extradition de la personne réclamée irait, en raison de son âge ou de sa santé, à l'encontre de considérations d'ordre humanitaire.

ARTICLE 6

Peine capitale

Si l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée est punie de la peine capitale par la loi de l'État requérant, et que, dans ce cas, cette peine n'est pas prévue par la législation de l'État requis, ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition pourra n'être accordée qu'à la condition que l'État requérant donne des assurances jugées suffisantes par l'État requis que la peine capitale ne sera pas exécutée.

ARTICLE 7

Présentation d'une demande d'extradition

1. Les demandes d'extradition, les pièces justificatives et la correspondance y relative pourront être échangées entre les Ministères de la Justice des États contractants.
2. Rien dans le présent article n'exclut le recours à la voie diplomatique.

ARTICLE 8

Pièces justificatives

1. Les pièces suivantes doivent être fournies à l'appui d'une demande d'extradition :

- a) dans tous les cas :
 - (i) des informations sur le signalement, l'identité, la nationalité de la personne réclamée et sur le lieu où elle se trouve;
 - (ii) une déclaration d'un officier de justice ou d'un officier public décrivant les faits constitutifs de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée et indiquant le lieu et la date de sa commission, la nature de l'infraction, et reproduisant le texte des dispositions légales décrivant l'infraction et sa sanction. Cette déclaration contiendra également un énoncé selon lequel ces dispositions légales étaient en vigueur au moment de la commission de l'infraction et au moment de la demande d'extradition, ainsi qu'une mention faisant état des dispositions de droit établissant la juridiction de l'État requérant sur l'infraction si celle-ci est survenue hors de son territoire.
- b) dans le cas d'une personne poursuivie ou accusée :
 - (i) l'original ou une copie certifiée conforme du mandat d'arrêt, ou de tout document ayant même force et effet, délivré dans l'État requérant;
 - (ii) si le droit de l'État requis l'exige, des preuves qui justifieraient son "renvoi à procès" si les faits étaient survenus dans l'État requis.

A ces fins, un exposé des faits en cause, décrivant les éléments de preuve disponibles, y compris ceux relatifs à l'identité de l'auteur de l'infraction, fait preuve des faits qui y sont exposés pourvu que le magistrat ou le procureur compétents qui l'établit certifie que les éléments de preuve décrits dans cet exposé ont été réunis conformément à la loi de l'État requérant.

L'exposé peut inclure tout rapport, déclaration, reproduction ou autre documentation utile.

L'exposé peut comporter des éléments de preuve réunis sur le territoire de l'État requérant ou en d'autres lieux, et est admissible en preuve, que ces éléments soient ou non autrement admissibles en vertu de la loi de l'État requis.

- c) dans le cas d'une personne réclamée pour l'exécution d'une peine :
 - (i) l'original ou une copie certifiée conforme du jugement ou de tout autre document prononçant la déclaration de culpabilité et indiquant la peine à purger;
 - (ii) si la peine a déjà été purgée en partie, une déclaration d'un officier public indiquant la portion de la peine qui reste à purger;
 - d) à l'appui d'une demande du Canada relative à une personne reconnue coupable mais dont la peine n'a pas été prononcée, l'original ou une copie certifiée conforme du mandat d'arrêt et l'original ou une copie certifiée conforme d'un document établissant que la personne a été reconnue coupable et qu'une peine lui sera imposée.
2. Lorsqu'il s'agit d'une personne condamnée par défaut il y a lieu d'appliquer les dispositions des alinéas (a) et (b) du paragraphe 1 relatives à la production de pièces. Si toutefois il est établi que la personne réclamée s'est vu signifier à personne soit l'inculpation, y compris un avis de la date et du lieu du procès, soit le jugement par défaut, et si celle-ci n'a pas comparu ou n'a pas fait valoir ses droits d'interjeter appel et de subir un nouveau procès, il y a lieu d'appliquer les dispositions relatives à la production de pièces des alinéas (a) et (c) du paragraphe 1 précité.
3. Tous les documents présentés à l'appui d'une demande d'extradition paraissant émaner d'une autorité judiciaire, d'un procureur ou d'un officier public de l'État requérant, avoir été certifiés par ceux-ci ou avoir été faits sous leur autorité, sont admis dans les procédures d'extradition dans l'État requis sans qu'ils soient établis sous serment ou affirmation solennelle et sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité du signataire.
4. Il n'est nullement nécessaire d'authentifier ou d'autrement certifier les pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition.
5. Toute traduction des documents soumis à l'appui d'une demande d'extradition, émanant de l'État requérant, est admise à toutes fins dans les procédures d'extradition.

ARTICLE 9

Complément d'information

Si l'information fournie par l'État requérant ne permet pas à l'État requis de parvenir à une décision en vertu de la présente Convention, l'État requis demandera

l'information additionnelle nécessaire, fixant, s'il le désire, un délai raisonnable pour sa transmission.

ARTICLE 10

Arrestation provisoire

1. Dans les cas d'urgence, les autorités compétentes de l'État requérant peuvent demander, par écrit, l'arrestation provisoire de la personne réclamée. Cette demande peut également être faite par l'entremise de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (INTERPOL).
2. Sont inclus dans la demande d'arrestation provisoire :
 - a) des information sur le signalement, l'identité, la nationalité de la personne réclamée et le lieu où elle se trouve;
 - b) une déclaration qu'une demande d'extradition suivra;
 - c) la désignation, la date et le lieu de l'infraction et une brève description des faits en cause;
 - d) une déclaration attestant l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement de culpabilité qui entraîne l'application de la présente Convention;
 - e) toute autre information, le cas échéant, qui justifierait l'arrestation provisoire dans l'État requis.
3. L'État requis informera sans retard l'État requérant des mesures prises pour donner suite à la demande d'arrestation provisoire.
4. L'arrestation provisoire devra prendre fin si, dans le délai de soixante (60) jours après l'arrestation, l'État requis n'a pas été saisi de la demande d'extradition. S'agissant de la remise des pièces mentionnées à l'article 8 et dans la mesure où le droit de l'État requis le permet, les autorités compétentes de cet État auront cependant la faculté de prolonger ce délai. Toutefois, la mise en liberté provisoire de la personne réclamée est possible à tout moment, sous réserve des conditions jugées nécessaires pour s'assurer qu'elle ne quitte pas le pays.
5. L'expiration du délai de soixante (60) jours ne fait pas obstacle, le cas échéant, à une nouvelle arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

ARTICLE 11

Consentement à l'extradition

L'État requis peut livrer, en conformité avec les dispositions de la présente Convention, la personne réclamée à l'État requérant sans procédure formelle d'extradition, pourvu que cette personne consente devant une autorité judiciaire à être livrée.

ARTICLE 12

Concours de requêtes

Si l'extradition de la même personne est demandée par deux ou plusieurs États, l'État requis décidera auquel de ces États elle doit être livrée et il informera l'autre État contractant de sa décision.

ARTICLE 13

Remise

1. L'État requis informera l'État requérant de sa décision quant à l'extradition.
2. Tout rejet complet ou partiel de la demande d'extradition sera motivé.
3. En cas d'extradition, l'État requérant sera informé du lieu et de la date de remise, ainsi que de la durée de la détention subie par la personne réclamée, en vue de son extradition.
4. Si la personne réclamée n'a pas été remise à la date fixée, elle pourra être mise en liberté à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à compter de cette date et pourra être libérée des procédures d'extradition à l'expiration d'un délai de trente (30) jours.

ARTICLE 14

Remise temporaire ou différée

1. Lorsque la personne réclamée fait l'objet de procédures ou purge une peine dans l'État requis pour une infraction autre que celle pour laquelle l'extradition est demandée, l'État requis peut remettre la personne réclamée ou ajourner sa remise

jusqu'à la conclusion des procédures ou jusqu'à ce que soit purgée, en tout ou en partie, la peine qui a été imposée. L'État requis informe l'État requérant de tout report.

2. Dans la mesure permise par le droit de l'État requis, la personne réclamée dont l'extradition a été prononcée, peut être temporairement remise par cet État à l'État requérant aux fins de poursuites, dans les conditions à déterminer entre les États contractants. La durée de la détention subie dans l'État requérant sera soustraite de la peine qui reste à subir dans l'État requis.

3. La personne retournée à l'État requis à la suite d'une remise temporaire peut être, conformément aux dispositions de la présente Convention, finalement remise pour purger toute peine qui lui fut imposée dans l'État requérant, après la fin des procédures ou l'exécution de la peine dans l'État requis.

ARTICLE 15

Remise d'objets

1. L'État requis convient, sur demande et dans la mesure où son droit le permet, de recueillir sur son propre territoire, au profit de l'État requérant, les objets qui peuvent servir à prouver l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.

2. A la demande de l'État requérant, l'État requis saisira et remettra, dans la mesure où sa loi le permet, tout objet :

- a) qui peut servir de preuve; ou
- b) qui, provenant de l'infraction, aurait été trouvé au moment de l'arrestation en la possession de la personne réclamée.

3. Il sera procédé à la remise des objets visés au paragraphe 2 du présent article même dans le cas où l'extradition, déjà accordée, ne pourrait avoir lieu en raison du décès ou de l'évasion de la personne réclamée.

4. Lorsque lesdits objets seront susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'État requis, ce dernier pourra, pour les fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

5. Sont toutefois réservés les droits que l'État requis ou des tiers auraient acquis sur ces objets. Dans le cas où de tels droits existeraient, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible, et sans frais, à l'État requis.

ARTICLE 16

Règle de la spécialité

1. La personne remise sous le régime de la présente Convention ne sera ni poursuivie, ni détenue, ni jugée, ni punie sur le territoire de l'État requérant, pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

- a) lorsque cette personne y consent par écrit, devant une autorité judiciaire de l'État requérant, après que l'autorité judiciaire l'ait informée de ses droits;
- b) lorsque cette personne, après l'extradition, a quitté le territoire de l'État requérant et y est rentrée de son plein gré;
- c) lorsque cette personne n'a pas quitté le territoire de l'État requérant, après avoir eu pendant quarante-cinq (45) jours la liberté de le faire;
- d) lorsque l'État requis y a consenti. A cette fin, l'État requis peut exiger la présentation de tout document ou de toute déclaration visé à l'article 8.

2. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux infractions perpétrées après l'extradition.

3. Si l'inculpation pour laquelle la personne a été extradée est subséquemment modifiée, cette personne peut être poursuivie ou condamnée à une peine pourvu que l'infraction, selon sa nouvelle qualification, soit :

- a) fondée substantiellement sur les mêmes faits que ceux exposés dans la demande d'extradition et dans ses pièces justificatives; et
- b) punissable d'une peine maximale équivalente, ou d'une peine maximale moindre que l'infraction pour laquelle cette personne avait été extradée.

ARTICLE 17

Réextradition vers un État tiers

La personne qui a été remise en vertu de la présente Convention ne peut être remise à un État tiers sans le consentement de l'État requis, sauf dans les cas visés aux alinéas (a), (b) et (c) du paragraphe 1 de l'article 16. L'État requis pourra exiger la production des pièces appuyant la demande d'extradition reçues par l'État requérant de l'État tiers.

ARTICLE 18

Transit

Le transit d'une personne qui est remise par un État tiers à l'un des États contractants à travers le territoire de l'autre, sera autorisé sur demande, sous réserve de la législation de ce dernier et de tous les cas où l'extradition peut être refusée en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 19

Droit applicable

Sauf disposition contraire de la présente Convention les procédures d'arrestation et d'extradition sont régies par le droit de l'État requis.

ARTICLE 20

Langues

Tous les documents soumis en vertu de la présente Convention sont rédigés dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'État requérant et accompagnés d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'État requis.

ARTICLE 21

Frais

Aux fins de l'extradition:

- a) l'État requis assumera les frais découlant de l'arrestation, de la détention et de toute autre procédure se déroulant dans l'État requis, y compris la poursuite judiciaire intentée en application de l'article 3 paragraphe 2 de la présente Convention.
- b) l'État requérant assumera les frais découlant du transfèrement de la personne réclamée de l'État requis à l'État requérant.

ARTICLE 22

Conduite des procédures

1. Dans les cas d'une demande d'extradition présentée par la République Hellénique, le Procureur Général du Canada exerce la conduite des procédures d'extradition.
2. Dans le cas d'une demande d'extradition présentée par le Canada, le Ministère de la Justice de la République Hellénique et le Procureur de la Cour d'Appel compétente exercent la conduite des procédures d'extradition, conformément à leur législation.

ARTICLE 23

Entrée en vigueur

1. Lorsqu'elle entrera en vigueur, la présente Convention abrogera et remplacera, entre les États contractants, le Traité pour l'extradition des criminels conclu entre la Grèce et le Royaume Uni, signé à Athènes le 24 septembre 1910; toutefois toute demande d'extradition antérieure à l'entrée en vigueur de la présente Convention continuera d'être régie par les dispositions du Traité précité de 1910.
2. La présente Convention s'appliquera à toute demande postérieure à son entrée en vigueur même si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise avant cette date.

ARTICLE 24**Approbation**

1. Les États contractants se notifieront mutuellement l'accomplissement de la procédure requise pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du second mois suivant le jour de réception de la dernière notification.
3. L'un ou l'autre État contractant peut dénoncer la présente Convention à tout moment, en donnant notification à l'autre État contractant de sa dénonciation par la voie diplomatique. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de cette notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

FAIT en double exemplaire à _____ ce _____ jour de _____ 1999, en langues grecque, française et anglais, les trois textes faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE**

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA**

Department of Foreign
Affairs and International Trade



Ministère des Affaires
étrangères et du Commerce international

Note no. JLI-0081

The Department of Foreign Affairs and International Trade presents its compliments to the Embassy of the Hellenic Republic and has the honour to refer to the Embassy's note no. 358 of May 31, 2013 concerning corrections to the *Extradition Treaty between the Government of Canada and the Government of the Hellenic Republic*, done at Ottawa on 3 November 1999 (the "Treaty").

The Embassy proposes that the Treaty be corrected in all three languages as follows:

Greek text:

Preamble

The word "Προοίμιο" is deleted.

The words "Οι Κυβερνήσεις" are deleted. The words "Η Κυβέρνηση" are added before the words "της Ελληνικής Δημοκρατίας" and the words "η Κυβέρνηση" are added before the words "του Καναδά". The word "εγκληματιών" is replaced by the words "υποδίκων ή καταδίκων".

Article 1

The word "εκ" is added before the words "των δύο Κρατών".

Article 2

Title: The words "Πράξεις για τις οποίες χωρεί έκδοση» are replaced by the words "Αδικήματα δυνάμενα να επισύρουν έκδοση".

Paragraph 1

The words "Εξ άλλου" are replaced by the word "Επιπροσθέτως".

Paragraph 4

-The word "αναφέρεται" is replaced by the word "αφορά" and the words "περισσότερες πράξεις" are replaced by the words "περισσότερα αδικήματα".

-The words "το νόμο" are replaced by the words "τη νομοθεσία και".

-The words "τις οποίες όμως ορισμένες" are replaced by the words "τα οποία όμως ορισμένα".

-The word "άλλες" is added before the word "προϋποθέσεις".

-The words "τις πράξεις αυτές" are replaced by the words "τα αδικήματα αυτά".

Article 3

Paragraph 2

First sentence: the words "και μόνο" are added after the word "επειδή" and the word "άλλο" is replaced by the word "αιτούν".

Article 4

Introductory phrase (chapeau): the words "στις ακόλουθες περιπτώσεις," are deleted. The numbers "1.", "2.", "3.", "4." used for the numbering of the subparagraphs of this Article are replaced by letters "α)", "β)", "γ)", "δ)" respectively.

Subparagraph a)

-First sentence, the word "αδίκημα" is added after the word "πολιτικό" and the words "πράξη συναφής" are replaced by the words "ως συναφές με αυτό".

-Second sentence, the words "Απόπειρα κατά της ζωής" are replaced by the words "Η αφαίρεση ή η απόπειρα αφαίρεσης της ζωής".

Article 5

Title: The words "Περιπτώσεις δυνατότητας αρνήσεως" are replaced by the words "Περιπτώσεις δυνητικής αρνήσεως εκδόσεως".

The numbers "1.", "2.", "3.", "4." used for the numbering of the subparagraphs of this Article are replaced by the letters "α)", "β)", "γ)", "δ)" respectively.

Subparagraph a)

The words "για την ίδια πράξη για την οποία" are replaced by the words "για το αδίκημα για το οποίο" and the words "την οποία είχαν ασκήσει" are replaced by the words "εάν αυτή έχει ήδη ασκηθεί".

Subparagraph c)

The words "Το αδίκημα" at the beginning of this Subparagraph are replaced by the words "Το Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θεωρήσει ότι το αδίκημα".

Subparagraph d)

The word "στο" in the first line of this Subparagraph is replaced by the words "προς το". The word "σε" before the words "ανθρωπιστικούς λόγους" is replaced by the word "για".

Article 6

The words "η πράξη, για την οποία" are replaced by the words "το αδίκημα, για το οποίο" and the words "να μην χορηγηθεί παρά μόνον" are replaced by the words "να χορηγηθεί μόνον". A comma is inserted after the words "απευθύνεται η αίτηση" and the comma after the words "υπό τον όρο" is deleted.

Article 7

Paragraph 1

The words "με αυτά αλληλογραφία θα διαβιβάζονται στα Υπουργεία Δικαιοσύνης των Συμβαλλομένων Κρατών." are replaced by the words "αλληλογραφία δύνανται να ανταλλάσσονται μεταξύ των Υπουργείων Δικαιοσύνης των Συμβαλλομένων Κρατών".

Paragraph 2

The phrase "Το άρθρο αυτό δεν αποκλείει την διπλωματική οδό." is replaced by the phrase "Τίποτα στο παρόν άρθρο δεν αποκλείει τη χρήση της διπλωματικής οδού."

Article 8

Paragraph 1

Subparagraph a)

-The Points "1)" and "2)" of this Subparagraph are replaced by "i)" and "ii)" respectively.
 -Point ii): the words "δικαστή ή εισαγγελέα" are replaced by the words "την κατά περίπτωση αρμόδια δικαστική ή δημόσια αρχή". The words "του αδικήματος" are added after the word "τελέσεως". The words "προβλέπουν το" are replaced by the words "αναφέρονται στο".

Subparagraph b)

-Introductory phrase (chapeau): the word "ήδη" is deleted.
 -The Points "1)" and "2)" of this Subparagraph are replaced by "i)" and "ii)" respectively.
 -Point i): the word "είτε" is replaced by the word "ή" and the words "από το" are replaced by the word "στο".
 -Point ii): the comma after the words "το δίκαιο του Κράτους" is deleted.
 -First indent after Point ii): the words "έκθεση των αξιολογίων πράξεων," are replaced by the words "περίληψη πραγματικών περιστατικών,". A comma is added after the words "του δράστη του εγκλήματος". The word "έκθεση," after the words "εν λόγω" is replaced by the word "περίληψη,". The word "όπου" is replaced by the word "που". The word "έκθεση" before the words "αποδεικτικά στοιχεία" is replaced by the word "περίληψη".
 -Second indent after Point ii): the word "έκθεση" is replaced by the word "περίληψη".
 -Third indent after Point ii): the word "έκθεση" is replaced by the word "περίληψη". The words "παραδεκτά ή όχι από τη νομοθεσία του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση," are replaced by the words "δεκτά ως μαρτυρική κατάθεση άσχετα με το αν αυτά τα αποδεικτικά στοιχεία θα γινόταν δεκτά σύμφωνα με τη νομοθεσία του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση κάτω από διαφορετικές συνθήκες."

Subparagraph c)

-The Points "1)" and "2)" of this Subparagraph are replaced by "i)" and "ii)" respectively.
 -Point ii): the words "του εισαγγελέως," are replaced by the words "της δημόσιας αρχής,".

Subparagraph d)

The word "άλλου" after the words "επικυρωμένο αντίγραφο" is deleted.

Paragraph 3

The phrase "που προέρχονται από μια δικαστική αρχή, ή εισαγγελέα του αιτούντος Κράτους και τα οποία έχουν επικυρωθεί απ' αυτούς ή με εντολή τους," is replaced by the phrase "τα οποία φαίνονται να έχουν επικυρωθεί ή εκδοθεί από δικαστική αρχή, εισαγγελέα ή δημόσια αρχή του αιτούντος Κράτους ή με εντολή τους,".

Paragraph 5

The phrase "προσάγονται από το αιτούν Κράτος" is replaced by the phrase "έγιναν στο αιτούν Κράτος και που προσάγονται από αυτό".

Article 9

The words "τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως," are replaced by the words "την παρούσα Σύμβαση," and the phrase "μπορεί να ζητήσει" is replaced by the phrase "θα ζητήσει".

Article 10

Paragraph 2

Subparagraph a)

The word "ακριβή" is deleted. The word "τα" before the words "στοιχεία ταυτότητας" is deleted, the words "και την" before the word "υπηκοότητα" are deleted, the words "του προσώπου αυτού" after the word "υπηκοότητα" are deleted and the word "τον" before the word "τόπο" is deleted.

Subparagraph b)

The words "με την οποία ανακοινώνεται" are deleted.

Subparagraph c)

The words "της πράξεως," are replaced by the words "του αδικήματος,".

Subparagraph d)

The phrase "συνεπεία της οποίας ζητείται η εφαρμογή των διατάξεων" is replaced by the phrase "που εμπίπτει στις διατάξεις".

Paragraph 3

The phrase "Το αιτούν Κράτος θα πληροφορείται αμέσως από το Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση τη συνέχεια που δόθηκε σ'αυτή." is replaced by the phrase "Το Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ενημερώνει χωρίς καθυστέρηση το αιτούν Κράτος για τα μέτρα που έλαβε σε συνέχεια της αίτησης προσωρινής σύλληψης."

Paragraph 4

-The words "επιλήφθηκε της αιτήσεως" are replaced by the words "παρέλαβε την αίτηση".

-The last sentence of this Paragraph "Πάντως, η προσωρινή απόλυση του εκζητουμένου θα είναι δυνατή ανά πάσα στιγμή, με την προϋπόθεση ότι θα ληφθούν από το Κράτος προς το οποίο απευθύνεται το αίτημα τα μέτρα εκείνα, τα οποία θα κριθούν απαραίτητα για να αποτραπεί η δραπέτευσή του από τη χώρα." is replaced by the following: "Εντούτοις, η προσωρινή απόλυση του εκζητουμένου προσώπου θα είναι δυνατή ανά πάσα στιγμή υπό τους όρους που κρίνονται αναγκαίοι προκειμένου να διασφαλισθεί ότι δεν θα εγκαταλείψει τη χώρα."

Article 11

The phrase "τις σχετικές με την διαδικασία της εκδόσεως διατυπώσεις," is replaced by the phrase "επίσημη διαδικασία έκδοσης,".

Article 12

The word "συγχρόνως" is deleted.

Article 13

Paragraph 1

The word "αιτήσεως" is added before the word "εκδόσεως".

Paragraph 3

The word "γενομένης" is deleted and the phrase "επί σκοπώ εκδόσεως του εκζητουμένου" is replaced by the phrase "με σκοπό την έκδοσή του".

Article 14

Paragraph 1

-First sentence: The words "έδαφος του Κράτους" are replaced by the word "Κράτος". The word "στο" is replaced by the words "προς το" in two instances. The word "επιβληθείσας" is added before the word "ποινής".
-Second sentence: The word "στο" is replaced by the words "προς το". The word "σχετικά" is deleted and the words "για οποιαδήποτε αναβολή της παράδοσης." are added at the end of the sentence.

Paragraph 2

-First sentence: The words "από κοινού," are deleted.
-Second sentence: The words "στο έδαφος του Κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση θα αφαιρείται από το υπόλοιπο της ποινής που έχει να εκτίσει στο αιτούν Κράτος." are replaced by the words: "στο αιτούν Κράτος θα αφαιρείται από την ποινή που έχει να εκτίσει στο Κράτος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση."

Article 15

Paragraph 2

Subparagraph a)

The word "πειστήρια" is replaced by the words "αποδεικτικά στοιχεία".

Paragraph 4

The word "έκδοση," is replaced by the word "αίτηση,".

Paragraph 5

The word "Πάντως" is replaced by the word "Εντούτοις," and the word "τρίτο," is replaced by the word "τρίτοι". The comma after the words "δικαιώματα τα οποία" in the first line is deleted.

Article 16

Paragraph 1

The words "τις διατάξεις της Συμβάσεως αυτής, δεν επιτρέπεται να διωχθεί, κρατηθεί, δικασθεί ή τιμωρηθεί στο έδαφος του αιτούντος Κράτους, για οποιοδήποτε αδίκημα διαφορετικό από εκείνο για το οποίο ζητήθηκε," are replaced by the words "την παρούσα Σύμβαση δεν διώκεται, κρατείται, δικάζεται ή τιμωρείται στο έδαφος του αιτούντος Κράτους για αδίκημα διαφορετικό από εκείνο για το οποίο χορηγήθηκε η έκδοση,".

Subparagraph a) The words "η δικαστική Αρχή του εξηγήσει τα δικαιώματά του" are replaced by the words "ενημερωθεί από την Αρχή αυτή για τα δικαιώματά του".

Subparagraph d)

Second sentence: The word "αυτό" after the word "Κράτος" is replaced by the words "στο οποίο απευθύνεται η αίτηση". The word "θα" before the word "μπορεί" is deleted and the word "προσαγωγή" is replaced by the word "προσκόμιση".

Paragraph 3:

The words "Εφόσον ο χαρακτηρισμός της πράξεως, για την οποία χορηγήθηκε η έκδοση τροποποιηθεί μεταγενέστερα, το εκδοθέν πρόσωπο" are replaced by the words "Εάν η κατηγορία για την οποία εκδόθηκε το πρόσωπο τροποποιηθεί μεταγενέστερα, το πρόσωπο αυτό".

Subparagraph a)

The word "ουσιωδώς" is deleted and the word "ουσιαστικά" is added after the word "θεμελιώνεται".

Article 17

The words "τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως," are replaced by the words "την παρούσα Σύμβαση," and the word "εκδοθεί" is replaced by the word "παραδοθεί".

Article 18

The words "τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως," are replaced by the words "την παρούσα Σύμβαση".

Article 19

The phrase "Για τις διαδικασίες συλλήψεως και εκδόσεως θα εφαρμόζεται το δίκαιο του Κράτους από το οποίο ζητείται η έκδοση, εκτός αντιθέτου διατάξεως της παρούσας Συμβάσεως," is replaced by the phrase "Πλην αντιθέτου διατάξεως της παρούσας Συμβάσεως, οι διαδικασίες συλλήψεως και εκδόσεως διέπονται από το δίκαιο του Κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση".

Article 20

The words "αποστέλλόμενα έγγραφα, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως" are replaced by the words "έγγραφα που υποβάλλονται σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση".

Article 21

The numbers "1." and "2." used for the numbering of the Subparagraphs of this Article are replaced by the letters "α)" and "β)" respectively.

Subparagraph a)

The words "περιλαμβανομένων και των εξόδων της κατ' εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 3 παράγραφος 2 της παρούσας Συμβάσεως ασκουμένης ποινικής διώξεως," are replaced by the words "συμπεριλαμβανομένης και της ποινικής διώξεως σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 3 της παρούσας Συμβάσεως".

Subparagraph b)

The words “από το οποίο ζητείται η έκδοση στο έδαφος του αιτούντος Κράτους.” are replaced by the words “στο οποίο απευθύνεται η αίτηση στο έδαφος του αιτούντος Κράτους.”.

Article 23

Title: The words “Έναρξη ισχύος” are replaced by the words “Θέση σε ισχύ”.

Paragraph 1

The words “Μετά τη θέση σε ισχύ” are replaced by the words “Από τη θέση της σε ισχύ,”. Furthermore, the text: “της Συμβάσεως αυτής, θα καταργηθεί και θα αντικατασταθεί, μεταξύ των συμβαλλομένων Κρατών, η μεταξύ Ελλάδος και Ηνωμένου Βασιλείου συναφθείσα Σύμβαση περί αμοιβαίας εκδόσεως εγκληματιών που υπογράφηκε στην Αθήνα την 24 Σεπτεμβρίου 1910. Όσον αφορά όμως αιτήσεις εκδόσεως που έγιναν πριν τη θέση σε ισχύ της Συμβάσεως αυτής θα συνεχίσουν να ρυθμίζονται από τις διατάξεις της Συνθήκης του 1910.” is replaced by the following: “η παρούσα Σύμβαση καταργεί και αντικαθιστά μεταξύ των Συμβαλλομένων Κρατών τη Συνθήκη μεταξύ του Ηνωμένου Βασιλείου και της Ελλάδας περί αμοιβαίας εκδόσεως εγκληματιών που υπεγράφη στην Αθήνα στις 24 Σεπτεμβρίου 1910. Εντούτοις, αιτήσεις εκδόσεως που υποβλήθηκαν πριν από τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμβάσεως θα εξακολουθήσουν να διέπονται από τις διατάξεις της προαναφερόμενης Συνθήκης του 1910.”.

Paragraph 2

The text: “εφαρμοσθεί σε κάθε αίτηση που θα υποβληθεί μετά την έναρξη της ισχύος της, ακόμα και αν το αδίκημα για το οποίο ζητείται η έκδοση έχει διαπραχθεί πριν την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της παρούσας Συμβάσεως.” is replaced by the following: “εφαρμόζεται σε κάθε αίτηση που υποβάλλεται μετά την ημερομηνία της θέσης της σε ισχύ, ακόμα και αν το αδίκημα για το οποίο ζητείται η έκδοση διαπράχθηκε πριν από την ημερομηνία αυτή.”.

Article 24

Paragraph 1

The words “θα κοινοποιούν” are replaced by the word “γνωστοποιούν”.

Paragraph 2

The word “κοινοποιήσεως” is replaced by the word “γνωστοποιήσεως”.

Paragraph 3

The words “σχετική κοινοποίηση” are replaced by the words “έγγραφο γνωστοποίηση” and the word “κοινοποιήσεως” is replaced by the word “γνωστοποιήσεως”.

Penultimate paragraph (“ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, σφραγίδα τους”): the comma after the word “εξουσιοδοτημένοι” is deleted. The words “υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση, η οποία φέρει την σφραγίδα τους.” are replaced by the words “προς τούτο, υπέγραψαν και έθεσαν τη σφραγίδα τους στην παρούσα Σύμβαση.”.

Final paragraph: The words “αντίγραφα, στην ελληνική, γαλλική και αγγλική γλώσσα –τα τρία κείμενα έχουν την ίδια ισχύ.” are replaced by the words “αντίτυπα, στην ελληνική, γαλλική και αγγλική γλώσσα. Και τα τρία κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.”.

English text:

Article 2 paragraph 2: the words "or omissions" after the words "the totality of the acts" are deleted and the words "or omissions" after the words "place the acts" are deleted.

French text:

Article 2, title: the word "Faits" is replaced by the word "Infractions".

Article 6: the words "le fait" are replaced by the words "l'infraction", the word "duquel" is replaced by the words "de laquelle" and the word "puni" is replaced by the word "punie".

Article 14, paragraph 1: the words "pu être" are replaced by the word "été".

Article 15, paragraph 1: the words "preuves éventuelles de" are replaced by the words "objets qui peuvent servir à prouver".

Article 15, paragraph 2, Subparagraph a): the words "pièce à conviction" are replaced by the word "preuve".

In accordance with Article 79 of the *Vienna Convention on the Law of Treaties*, done at Vienna on 23 May 1969, the Department of Foreign Affairs and International Trade accepts that the above proposed corrections be made to the three versions of the Treaty (English, French, Greek) and that the three versions of the Treaty now read as those attached to the present Note.

The Department of Foreign Affairs and International Trade also accepts that these corrections take effect on the date the Treaty enters into force, in accordance with the procedure provided for in Article 24 of the Treaty. Each Contracting State will notify the other once it has completed its necessary procedures for entry into force.

The Department of Foreign Affairs and International Trade avails itself of this opportunity to renew to the Embassy of the Hellenic Republic the assurances of its highest consideration.

Ottawa, June 5, 2013



EXTRADITION TREATY
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND

THE GOVERNMENT OF THE HELLENIC REPUBLIC

~~THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE~~
HELLENIC REPUBLIC, reaffirming their respect for each other's judicial institutions;
and

DESIRING to make more effective their co-operation in the suppression of crime
through the extradition of persons charged with or convicted of offences;

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE 1

Obligation to Extradite

Each Contracting State agrees to extradite to the other, in accordance with the provisions of this Treaty, any person found on the territory of one state who is wanted for prosecution or the imposition or enforcement of a sentence by the authorities of the other State.

ARTICLE 2

Extraditable Offences

1. Extradition shall be granted for conduct which, under the laws of both Contracting States, is punishable by imprisonment for more than one year. Moreover, where a sentence of imprisonment or other deprivation of liberty has been imposed by the courts of the Requesting State, extradition shall be granted only if a period of at least six months of the penalty remains to be served.
2. For the purposes of determining the existence of an offence within the meaning of paragraph 1 of this Article, the totality of the acts alleged against the person shall be taken into account, without regard to the elements of the offence prescribed by the law of the Requesting State and regardless of whether the Contracting States place the acts constituting the offence within the same category of offence or denominate the offence by the same or similar terminology.
3. If the request for extradition relates to a sentence of both imprisonment, as provided in paragraph 1, and a pecuniary sanction, the Requested State may also grant extradition for the enforcement of the pecuniary sanction.

4. If the request for extradition relates to a number of offences, each of which is punishable under the laws of both States, but some of which do not meet the other requirements of paragraph 1, the Requested State may also grant extradition for such offences.
5. An offence against tax, customs or revenue laws, or of a purely fiscal character, is also an extraditable offence.

ARTICLE 3

Extradition of Nationals

1. The Requested State shall not be required to extradite its own nationals. Nationality shall be determined as at the time of the offence for which extradition is requested.
2. If the request for extradition is refused solely on the grounds that the person sought is a national of the Requested State, that State, at the request of the Requesting State, shall refer the matter to its competent authorities for prosecution. For this purpose, the files, documents and exhibits relating to the offence shall be transmitted to the Requested State. That State shall inform the Requesting State of the action taken on its request.

ARTICLE 4

Mandatory Refusal of Extradition

Extradition shall not be granted when:

- a) the offence for which extradition is requested is considered by the Requested State as a political offence or as related to such an offence. The taking or attempted taking of the life of the Head of State, or the Head of Government or of a member of his or her family shall not be considered a political offence;
- b) the offence for which extradition is requested is an offence under military law but not under the ordinary criminal law of the Contracting States;
- c) the person sought has been finally acquitted or convicted in the Requested State for conduct constituting the same offence for which extradition is requested;
- d) the prosecution or the enforcement of the sentence for the offence identified in the request for extradition would be barred by lapse of time under the law of the Requested State.

ARTICLE 5

Discretionary Refusal of Extradition

Extradition may be refused when:

- a) the person sought is being prosecuted by the Requested State for the offence for which extradition is requested, or if the competent authorities of the Requested State have decided, in accordance with the law of that State, not to prosecute or to terminate the prosecution if it has already been instituted;
- b) the person sought has been finally acquitted or convicted in a third State for conduct constituting the same offence for which extradition is requested and, if convicted, the sentence imposed has been fully enforced or is no longer enforceable;
- c) the Requested State considers that the offence was committed outside the territory of the Requesting State and the law of the Requested State does not, in corresponding circumstances, provide for the same jurisdiction;
- d) the Requested State, while also taking into account the nature of the offence and the interests of the Requesting State, considers that, because of the health or age of the person sought, the extradition would be incompatible with humanitarian considerations.

ARTICLE 6

Capital Punishment

If the offence for which extradition is requested is punishable by death under the law of the Requesting State, and if in respect of such offence the death penalty is not provided for by the law of the Requested State or is not normally carried out, extradition may be refused unless the Requesting State gives such assurances as the Requested State considers sufficient that the death penalty will not be carried out.

ARTICLE 7

Presentation of a Request for Extradition

1. Requests for extradition, supporting documents and related correspondence may be exchanged between the Departments of Justice of the Contracting States.
2. Nothing in this article excludes the use of diplomatic channels.

Documents to be Submitted

1. The following documents shall be submitted in support of a request for extradition:

- a) in all cases:
 - (i) information about the description, identity, location and nationality of the person sought;
 - (ii) a statement prepared by a judicial or public official of the conduct constituting the offence for which the extradition is requested, indicating the place and date of the commission of the offence, the nature of the offence and reproducing the text of the legal provisions describing the offence and the applicable penalty. This statement shall also indicate that these legal provisions were in force both at the time of the commission of the offence and at the time of the extradition request, and where the offence occurred outside the territory of the Requesting State, the legal provisions establishing its jurisdiction.
- b) in the case of a person accused or prosecuted for an offence:
 - (i) the original or a certified true copy of the order of arrest or of any document having the same force and effect, issued in the Requesting State;
 - (ii) in the event that the law of the Requested State so requires, evidence that would justify committal for trial of the person sought, if the conduct had occurred in the Requested State:

For that purpose, a summary of the facts of the case setting out the evidence available, including evidence of the identity of the offender, shall be admitted in evidence as proof of the facts contained therein provided that the competent judge or prosecutor that produces it, certifies that the evidence described in the summary was obtained in accordance with the law of the Requesting State.

The summary may include any reports, statement, reproduction or other useful documentation.

The summary may contain evidence gathered in the Requesting State or elsewhere and shall be admissible in evidence whether or not such evidence would otherwise be admissible under the law of the Requested State.

- c) in the case of a person sought for the enforcement of a sentence:
 - i) the original or a certified true copy of the judgment or other document setting out the conviction and sentence to be served;
 - (ii) if a portion of the sentence has already been served, a statement by a public officer specifying the portion of the sentence which remains to be served;

- d) in support of a request from Canada relating to a person who has been convicted but not sentenced, the original or a certified true copy of the order of arrest and the original or a certified true copy of a document establishing that the person has been convicted and that a sentence is to be imposed.

2. In the case of a person convicted by default the requirements relating to the submission of documents referred to in subparagraphs a and b of paragraph 1 shall apply. If, however, it is established that the charge, containing notice of the date and place of trial, or the judgement rendered by default has been personally served on the person sought, and that person has not appeared or availed himself or herself of the rights to appeal and retrial, the requirements relating to the submission of documents referred to in subparagraphs a and c of paragraph 1 shall apply.

3. All documents submitted in support of a request for extradition and appearing to have been certified or issued by a judicial authority, a prosecutor or public officer the Requesting State or made under their authority shall be admitted in extradition proceedings in the Requested State without having to be taken under oath or solemn affirmation and without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed them.

4. Documents submitted in support of a request for extradition are not required to be authenticated or otherwise certified.

5. Any translation, produced in the Requesting State, of documents submitted in support of a request for extradition shall be admitted for all purposes in extradition proceedings.

ARTICLE 9

Additional Information

If the information provided by the Requesting State is not sufficient for the Requested State to make a decision under this Treaty, the Requested State shall ask for the necessary additional information, setting, if it so wishes, a reasonable time limit for its transmission.

ARTICLE 10

Provisional Arrest

1. In case of urgency, the competent authorities of the Requesting State may apply in writing for the provisional arrest of the person sought. Such application may also be made through the International Criminal Police Organization (Interpol).

2. An application for provisional arrest shall include the following:

- a) information about the description, identity, location and nationality of the person sought;
- b) a statement that a request for extradition will follow;

- c) the designation, date and place of the offence and a summary of the facts of the case;
- d) a statement attesting to the existence of a warrant of arrest or of a conviction to which this Treaty applies;
- e) any other information which would justify provisional arrest in the Requested State.

3. The Requested State shall without delay inform the Requesting State of the measures taken pursuant to the application for provisional arrest.

4. Provisional arrest shall be terminated if the Requested State has not received the request for extradition within (60) days after the arrest. The competent authorities of the Requested State, insofar that it is permitted by the law of that State, may extend that delay with regards to the reception of the documents referred to in Article 8. However, the person sought may be granted interim release at any time, subject to the conditions deemed necessary to ensure that the person does not leave the country.

5. The expiry of the 60 day period does not preclude subsequent arrest and extradition if a request for extradition is subsequently received.

ARTICLE 11

Consent to Extradition

A person sought may be extradited to the Requesting State pursuant to the provisions of this Treaty without formal extradition proceedings provided that the person consents, before a judicial authority, to be extradited.

ARTICLE 12

Competing Extradition Requests

When requests are received from two or more States for the extradition of the same person, the Requested State shall determine to which of those States the person is to be extradited and shall notify the other Contracting State of its decision.